

Note CIRANO écrite par Mathieu Laberge, d'après un rapport de Jim Engle-Warnick, Julie Héroux, Claude Montmarquette et Nathalie Viennot-Briot, novembre 2010

De nombreux débats à saveur économique ont eu lieu au cours des dernières années : port méthanier à Lévis, exploitation de l'uranium à Sept-Îles, développement des éoliennes en Gaspésie, exploitation du gaz de schiste en Montérégie, installation du cirque du Soleil à Montréal, etc. Dans plusieurs cas, les considérations sociales et communautaires ont cédé le pas devant les considérations économiques. À un point tel qu'on en est venu à parler d'immobilisme. Comment expliquer cette réaction des Québécois? Sont-ils suffisamment informés sur les conséquences économiques des grands projets? Veulent-ils s'informer et savent-ils où trouver les informations pertinentes? Leurs opinions sont-elles influencées par leurs connaissances? Un nouveau rapport du CIRANO tente d'y voir un peu plus clair. Alors : les Québécois, héros ou zéros de l'économie?

D'importantes lacunes au niveau des connaissances

Le rapport présente d'abord les résultats d'une vaste enquête auprès de 1000 Québécois. On a posé aux répondants des questions sur leurs connaissances des concepts et des faits économiques, ainsi que sur leurs opinions des enjeux économiques. Les résultats de cette enquête sont surprenants.

Seulement 17 % des répondants ont su identifier la santé, l'éducation et le service de la dette comme étant les trois principaux postes de dépense du gouvernement québécois. Seulement 14,7 % des répondants ont su identifier correctement la part des dépenses gouvernementales dédiées à l'éducation dans un intervalle de plus ou moins cinq points de pourcentage. Pour le service de la dette, le taux de bonne réponse a été de 12,7 %.

Inversement, plusieurs personnes questionnées ont surestimé l'importance des autres postes de dépenses budgétaires du gouvernement provincial. À titre d'exemple, 50 % des répondants croient que les coûts administratifs représentent un quart ou plus du budget total du gouvernement du Québec. Le pourcentage réel des coûts administratifs par rapport à l'ensemble des dépenses du gouvernement est de 4 %. En moyenne, un répondant sur cinq donne une importance 16 fois plus importante à l'environnement que sa part réelle des dépenses publiques.

Quand on les questionne sur la part du coût de différents services publics assumée par les utilisateurs, les réponses

sont tout aussi diversifiées. Seulement 46 % des personnes sondées reconnaissent la gratuité d'un rendez-vous annuel chez le médecin. Dans le même ordre d'idée, 19,2 % des répondants croient qu'une personne assistant à une performance de l'Orchestre Symphonique de Montréal paie plus de 90 % du coût de l'évènement. En réalité, ce pourcentage est d'environ 30 %.

Une volonté de s'informer

Globalement, les Québécois obtiennent un taux de bonne réponse d'environ 33 %. Cette performance n'est pas différente de celle mesurée aux États-Unis dans des études comparables. Les Québécois sont toutefois nombreux à désirer mieux connaître et comprendre leur économie alors que près de 84 % des répondants à une enquête se déclaraient personnellement intéressés à regarder une émission de télévision qui aurait pour objectif d'expliquer la manière dont fonctionne l'économie.

Les opinions des québécois

Les opinions des québécois sur, par exemple, la dette publique, la nécessité de réduire les dépenses publiques et diverses autres questions sont relativement consensuelles au Québec. Les idéologies affectent les opinions mais également les connaissances.

Le rôle d'internet remis en question

Au cours de l'enquête, on a demandé aux répondants s'ils avaient utilisé internet pour répondre au questionnaire. Le recours à internet était permis. Fait surprenant, les répondants qui ont déclaré avoir utilisé internet pour répondre aux questions n'ont jamais eu un résultat supérieur aux questions factuelles. Dans certains cas, utiliser l'internet pouvait même avoir un impact négatif sur le taux de bonnes réponses.

Cela fait dire à Claude Montmarquette, un des auteurs de l'étude que « à défaut d'avoir un minimum de connaissances de base, le recours à internet est déroutant. »

Le rapport « *Les Québécois et les rouages de l'économie québécoise* », préparé par Jim Engle-Warnick, Julie Héroux, Claude Montmarquette et Nathalie Viennot-Briot, peut être consulté à l'adresse suivante :

<http://www.cirano.qc.ca/icirano/?page=5&l=fr>